

[Texte]

war ends, the needs of Angola and Mozambique with all the marine elements there and our expertise in these areas, there's no question that the invitations are there. But how do we deliver this in some comprehensive way?

These questions come to mind. The questions of government to rationalization and to deliver and to encourage all are in front of us. We are now forced to look at these decisions.

• 1625

While I'm appreciative of the work you're doing, my constituents in the university are saying isn't it time that in scarce resources these come into the university community and there was more delivery used of our services for key projects which would help us keep our brick and mortar together in the universities? I wonder how you answer that kind of question, because it's a very practical question and a very political question.

**Mr. Farmer:** I'm not certain how we would look at that from an historical point of view of how it has worked.

**Mr. Comber:** Unfortunately, you're in a riding that has two universities which we haven't dealt with yet. However, withing the university community we have used as implementing agencies for ICOD projects the Marine Institute, Memorial University, Dalhousie, Technical University in Nova Scotia, St. Mary's University, University of Quebec at Rimouski, University of Ottawa, McMaster University, UBC, and the University of Victoria.

We were the donor in those cases. We were the ones who had developed the programs and they were implementing them for us. We were bringing more money into the oceans area so that the universities which had programs in that sector would be benefiting for what we were doing.

Certainly if CIDA had a focus on the oceans or devoted more time, effort, and money and into the oceans, then I could agree with what you were saying. Maybe there's a way of rationalizing this. We saw ICOD as being the vehicle, ultimately, that would bring more money to the oceans, that would get more universities and private sector companies involved in things.

We didn't see us competing with universities. CIDA has a very large program in Indonesia in coastal environmental management, which it has given to Dalhousie and two or three other universities in consortium. That's fine. We were not involved in that. We don't deal with Indonesia as a matter of fact. We are focused in certain areas where historically the oceans have meant more for economies than other sectors within the countries, within their GNP.

[Traduction]

la zone de 200 milles. En Afrique australe, lorsque la guerre prendra fin, il ne fait aucun doute que l'Angola et le Mozambique auront besoin de nos compétences dans le domaine des océans. Mais comment leur fournir cette aide de façon globale?

Voilà les questions qui me viennent à l'esprit. Nous devons tous nous demander comment le gouvernement pourra fournir ces programmes tout en les rationalisant. Nous sommes maintenant obligés d'examiner ces décisions.

Je comprends le travail que vous faites, mais mes électeurs dans le milieu universitaire se demandent si, en cette époque de restrictions budgétaires, les rares ressources ne devraient pas être accordées aux universités pour des projets clés qui les aideraient à survivre. Je me demande comment vous répondriez à ce genre de question, car c'est une question très pratique et très politique.

**M. Farmer:** Je ne suis pas trop certain de la façon dont nous avons envisagé la question par le passé.

**M. Comber:** Malheureusement, vous êtes dans une circonscription qui a deux universités avec lesquelles nous n'avons pas encore fait affaire. Cependant, les organismes auxquels nous avons fait appel dans le milieu universitaire pour mettre en oeuvre des projets du CIEO sont: le Marine Institute, Université Memorial, Dalhousie, la Technical University, en Nouvelle-Écosse, l'Université St. Mary's, l'Université du Québec à Rimouski, l'Université d'Ottawa, l'Université McMaster, l'Université de la Colombie-Britannique et l'Université de Victoria.

Dans tous ces cas, nous étions le donateur. C'est nous qui avons développé les programmes, et les universités les mettaient en oeuvre pour nous. Nous injecterions davantage de fonds dans le domaine des océans, ce qui permettrait aux universités qui avaient des programmes dans ce secteur de profiter de nos projets.

Il est certain que si l'ACDI avait un programme pour les océans ou consacrait davantage de temps, d'efforts et d'argent à ce secteur, alors nous pourrions être d'accord avec ce que vous dites. Il y a peut-être une façon de rationaliser. Le CIEO était à notre avis l'organisme qui permettait en fin de compte d'injecter davantage d'argent dans le secteur des océans, de faire participer davantage les universités et les sociétés privées à ce genre de projets.

Nous ne nous considérons pas comme étant un concurrent des universités. L'ACDI a un programme très important en Indonésie dans le domaine de la gestion environnementale du littoral, programme qu'elle a confié à Dalhousie et à deux ou trois autres universités regroupées en consortium. C'est bien. Nous n'avons pas participé à ce projet. Nous ne traitons pas avec l'Indonésie, en fait. Nous nous concentrons dans certaines régions où les océans ont toujours eu plus d'importance que d'autres secteurs pour l'économie de ces pays, par rapport à leur PNB.